

## AUJOURD'HUI

**Inaugurations en série** ► Une série de travaux est inaugurée ce matin, dans le pays d'Aire-sur-la-Lys : le nouveau carrefour de la RD 943 à Wardrecques, la place de Roquette, le barreau des Alliés... ■

## BONJOUR ► Ça urge !

Le jour commence à tomber. À vrai dire, le climat aidant, il fait sombre depuis tôt dans l'après-midi. Les lampadaires s'allument tandis qu'à Saint-Omer, les tracteurs des agriculteurs prennent le chemin du re-

tour. Fin de la manifestation. Les journalistes rentrent à la rédaction. Et les claviers se mettent à crépiter. De plus en plus vite, au fur et à mesure que la nuit se fait plus présente. Les textes s'allongent et la

pression monte. L'équation est bien intégrée : nuit égale heure tardive, égale... bouclage. Mais, il n'est que 18 heures ! Ah oui, toujours pas habitués : la nuit tombe plus tôt depuis deux semaines. Il reste du temps devant nous. ■ M. J.

## PENSEZ-Y !

**Cité philo** ► Patrick Pharo, sociologue, philosophe et directeur de recherche au CNRS intervient en conférence sur le thème de l'éthique érotique aujourd'hui à 10 h, au lycée Ribot. ■

## ON EN PARLE

# Quatre-vingt tracteurs pour dire stop aux contraintes des agriculteurs

**Quatre-vingt tracteurs et deux à trois cents agriculteurs se sont rassemblés, hier à la mairie d'Heuringhem puis à la sous-préfecture pour dénoncer les contraintes économiques, fiscales et environnementales qui étouffent leur profession. Pour soutenir aussi le projet de porcherie d'Aurélie Bridault.**

PAR MARION CLAUZEL  
saintomer@lavoixdunord.fr  
PHOTOS JEAN-PIERRE BRUNET

« Ça fait énormément de bien », concède Aurélie Bridault, devant la masse d'agriculteurs réunie à Heuringhem. Tout sourire, l'éleveuse de 28 ans, à l'origine de l'extension de la porcherie d'Heuringhem, dit regretter ne pas avoir été entendue, comprise. Elle revient sur le nombre de bêtes de sa future porcherie et assure qu'il n'y aura jamais 4 500 bêtes en même temps, qu'il s'agit d'équivalents animaux, sachant qu'une truie naisseur engraisseur en vaut trois. À titre d'exemple, elle explique qu'elle aura cinq cents petits la semaine prochaine, sur une période d'un mois. Aurélie Bridault entend passer de 110 truies actuellement au centre du village à 280 dans l'exploitation à l'extérieur du bourg.

Le chantier est à l'arrêt depuis le 28 octobre sur décision du tribunal administratif de Lille. Aurélie Bridault a quinze jours, à partir de cette date, pour déposer un recours ; elle dit n'avoir encore rien



Devant la sous-préfecture, les agriculteurs ont fait part de leur ras-le-bol, hier après-midi.

décidé. Dorothée Decayeux, responsable du service juridique de la FDSEA, l'accompagne. « C'est une jeune qui s'installe, qui se bat pour son activité. Humainement, c'est très difficile à supporter. » « C'est bien, elle est costaud ! », l'encourage un agriculteur.

« Nous marquons notre solidarité à ce projet, un projet économique, un projet de vie, qui n'est pas gigantesque, mais dans la norme », renchérit Pierre Hannebique, secrétaire général de la FDSEA, au mé-

gaphone, alors que le barbecue suit son cours aux portes de la mairie. Le cri de soutien à Aurélie Bridault aimerait trouver écho auprès du maire. « De la même façon qu'il soutient la boulangerie du village, il doit soutenir l'élevage », réclame Christian Durlin, président de la FDSEA. Visant notamment AIVES (Association intervillages pour un environnement sain), opposée au projet, il poursuit : « Ce qui est inadmissible, c'est la place laissée dans le débat

public à ces associations qui ont un poids disproportionné par rapport à ce qu'elles représentent. » L'entrevue avec Jean-Paul Lefait, bien que cordiale, ne sera pas à la hauteur des espérances. Le maire redit son opposition au projet et ses inquiétudes quant à l'attractivité du village. Des fanes d'endives ont été déversées devant la mairie avant que le cortège ne gagne Saint-Omer.

Les quatre-vingts tracteurs ont paralysé la rue Saint-Bertin, le

temps d'un après-midi. Pendant qu'une délégation était reçue par Christian Abrard, sous-préfet, et Denis Robin, préfet, ayant fait le déplacement, les manifestants ont déversé des choux. Quelques œufs ont volé en direction des forces de l'ordre, des fumigènes aussi. La sous-préfecture, qui affichait porte close, en a vu de toutes les couleurs. Après une

**Les organisateurs de la manifestation : « Ça ne sera pas la dernière de l'année ! »**

heure d'entretien, la délégation, juchée dans une remorque, a expliqué aux manifestants qu'elle avait tiré la sonnette d'alarme concernant les accords interprofessionnels non respectés par les industriels laitiers, l'écotaxe, le manque d'installations des jeunes, etc. Christian Durlin a annoncé des discussions à venir très tendues concernant le cinquième programme d'actions zone vulnérable qui demande par exemple aux éleveurs laitiers d'augmenter de 50 % leur capacité de stockage, de réduire les périodes d'épandage... Autant d'aberrations que la profession n'entend pas accepter. Quant à Aurélie Bridault, elle repart guère avancée mais sereine : « On est agriculteur, on fait bloc ! » Très clair est le message des organisateurs de la manifestation : « Ça ne sera pas la dernière de l'année ! » ■

## Trois bennes polluent la fin de la manifestation

Alors que la manifestation se disloquait dans un calme relatif, trois tracteurs ont marqué un temps d'arrêt devant la sous-préfecture pour déverser leurs bennes remplies de vieux pneus et de déchets divers. Un tel tas d'immondices qu'il en a barré la rue... et les quelques tracteurs qui attendaient encore derrière, contraints de partir en marche arrière. Cachés dans l'enclos de l'église Saint-Denis, deux bus de policiers avec boucliers, casques et matraques se tenaient prêt à intervenir. Ils n'ont finalement pas eu à agir, mais le geste des agriculteurs n'a pas été bien accueilli.

« Ce n'était pas prévu, commente un cadre de la FDSEA. Aucune consigne n'a été donnée. Mais les gars qui viennent avec des bennes pleines n'ont pas envie de rentrer chez eux avec. S'ils ne les avaient pas déversées là, ils l'auraient fait ailleurs. »

Une explication qui n'a pas apaisé le maire, Bruno Magnier, et son adjoint à la sécurité, Stany Specq. « Manifester, c'est un droit, mais pas polluer. Tout ça, c'est juste pour ne pas avoir à payer les frais de recyclage en se débarrassant de leurs débris. Et au final, c'est encore la ville de Saint-Omer qui va payer pour des gens qui n'habitent même pas là. » Après avoir re-

levé les plaques des tracteurs, le maire a prévenu les agriculteurs en cause qu'il leur enverrait « la facture. Ce n'est pas une bonne image de votre métier que vous donnez-là ! »

Un riverain tout aussi excédé est alors spontanément venu apporter de l'eau à son moulin : « C'est honteux, ce que vous faites ! Moi en plus, je suis d'accord avec votre mouvement, je comprends que vous soyez excédés par toutes ces taxes. Mais là, franchement, c'est n'importe quoi. J'habite ici, et je ne peux même plus rentrer chez moi. Vous diriez quoi si j'allais déposer tout mon merdier devant chez vous ? » ■ D. M.

